

# U.

## **Déclaration de la FSU au CTSD du 5 avril 2012**

Monsieur le Directeur académique

Alors que l'élection présidentielle approche à grands pas, après cinq ans de mépris et de déprédations, après les ultimes provocations du discours de Montpellier du président candidat, le ministre tente de passer en force au CTM du 15 mars des éléments cruciaux de son contre-projet pour l'École, objets d'une résistance affirmée de l'ensemble de la communauté éducative qu'il s'agisse de l'évaluation des personnels, de la remise en cause de l'éducation prioritaire, de la formation des maîtres ou de la préparation de la rentrée 2012 qui nous réunit aujourd'hui.

La dégradation des conditions de travail, la remise en cause des statuts, la dénaturation de nos métiers, la souffrance au travail qu'elle génère, la baisse continue du pouvoir d'achat, la stigmatisation des personnels accusés d'être incapables de s'adapter aux publics ou aux exigences d'un monde en crise... tout est réuni pour atomiser le service public d'éducation, livrer ses personnels aux hiérarchies locales, détourner ses usagers au profit du marché privé.

D'autres choix sont possibles, une autre politique est urgente ! L'Éducation est un investissement d'avenir, une exigence pour la jeunesse, un enjeu social et économique majeur pour le pays, un défi culturel et humaniste pour notre société. Nous ne devons pas laisser la spirale infernale de sa destruction, aux antipodes des idéaux républicains et démocratiques que les personnels ont toujours portés, franchir une étape supplémentaire.

Alors qu'au nom de la réduction de la dette, le gouvernement organise l'austérité économique, sociale et culturelle pour les plus pauvres, les plus démunis, les plus éloignés de la culture scolaire, les oubliés d'une société du profit et de l'individualisation... Alors que le gouvernement brandit tous les jours la crise financière pour cacher son bilan et imposer de nouvelles régressions sociales au profit des plus nantis, nous considérons à la FSU que les valeurs du service public sont un élément central de la cohésion sociale et de l'égalité. Nous considérons à la FSU qu'il est plus que jamais l'heure de parler d'avenir et d'École.

L'avenir de l'École se joue dans cette période. L'avenir du second degré se joue dans cette période et avec lui celui de la démocratisation de l'accès de tous à une formation et aux qualifications de haut niveau. Il faut en finir avec l'antienne du collège, bouc émissaire de l'échec de la démocratisation du système éducatif. Que veut-on ? Un second degré ouvert et cohérent de la sixième à la terminale à toute une génération ou bien l'éviction programmée d'une partie des jeunes au cours du collège et une « école du socle » officialisant la fin des ambitions démocratiques pour tous ?

Notre choix est sans appel.